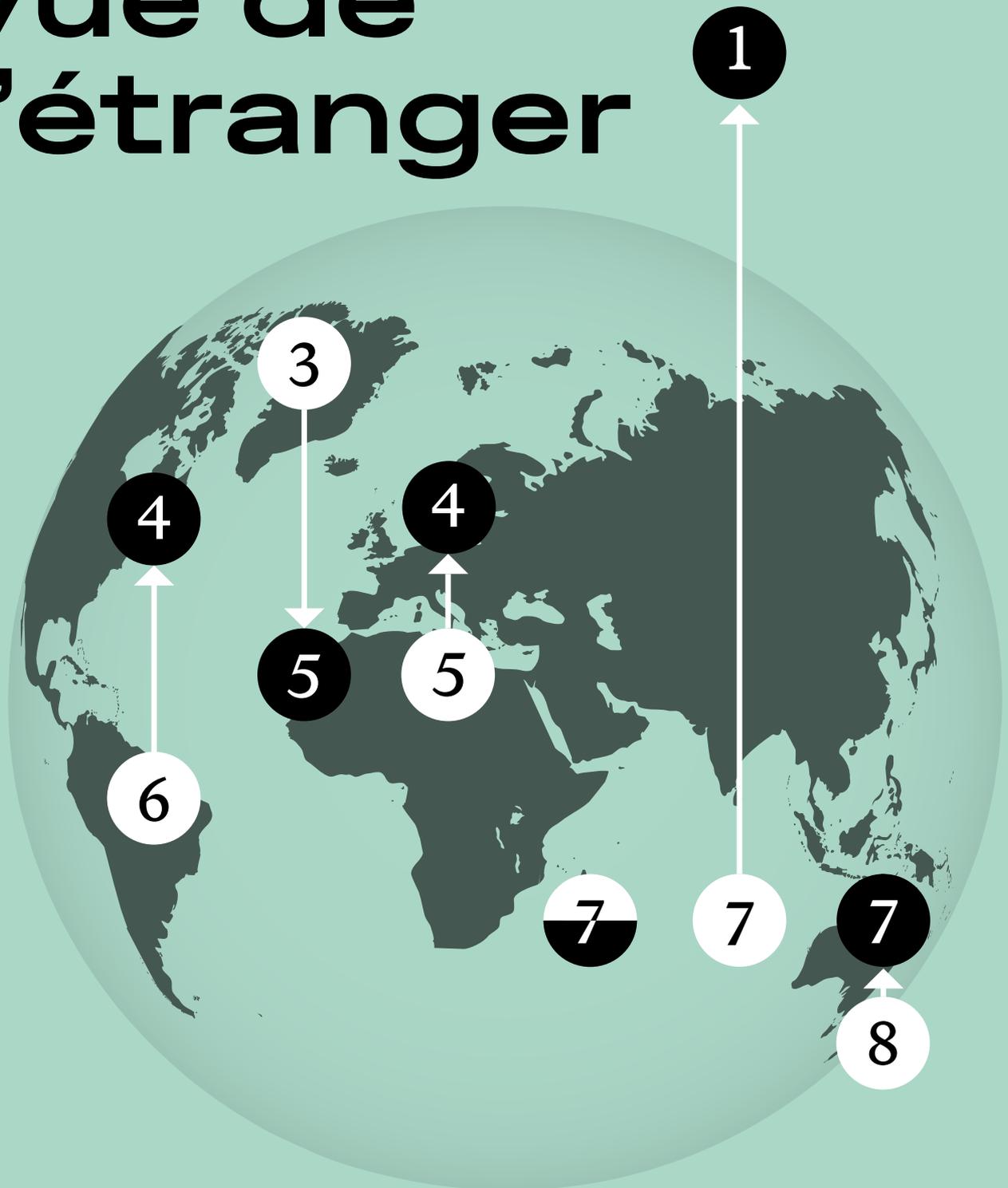


La Suisse vue de l'étranger



L'essentiel en bref

- La présente analyse de l'image de la Suisse à l'étranger donne une idée de la façon dont le pays a été perçu par les médias et le public dans le monde en 2023. Dans un contexte international toujours marqué par des crises et des tensions géopolitiques, ce sont souvent des sujets politiques ou économiques qui ont attiré l'attention des médias étrangers. Si ceux-ci se sont parfois montrés critiques envers la Suisse, cela ne semble avoir eu qu'un impact marginal sur le grand public à l'étranger, qui continue, dans son ensemble, d'avoir une image positive de notre pays.
- Compte tenu de la forte médiatisation de la guerre en Ukraine, le positionnement et les actions de la Suisse dans ce contexte ont régulièrement été commentés par les médias, notamment en Europe, aux États-Unis et en Russie. Ceux-ci se sont concentrés sur certaines thèmes, comme le refus d'exporter des armes, la neutralité, les sanctions contre la Russie ou encore la solidarité et la fiabilité de la Suisse en tant que partenaire. Factuel dans le meilleur des cas, le ton des médias occidentaux, en particulier, a parfois été très critique. Quant aux médias russes, ils ont souvent diffusé l'idée que la Suisse avait abandonné sa neutralité.
- Pendant une brève période, la chute et la reprise de Credit Suisse ainsi que les interventions des autorités suisses dans ce contexte ont été l'objet d'une couverture média-tique sans précédent à travers le monde. Les réactions aux décisions prises par la banque et aux conséquences potentielles pour la réputation de la place financière suisse ont généralement été très critiques. L'intervention des autorités suisses a été vue de manière plus nuancée.

- Si les médias étrangers ont aussi abordé d'autres sujets dans les domaines de la politique extérieure, de l'économie ou de la justice tout au long de l'année 2023, l'intérêt suscité par ces questions a été nettement plus faible en comparaison avec les deux thèmes principaux. Les relations entre la Suisse et l'UE, par exemple, qui sont un sujet traité très régulièrement par les journalistes suisses, ne semblent guère intéresser les grands médias étrangers, qui les évoquent tout au plus dans d'autres contextes, comme celui des élections fédérales.
- La Suisse continue de jouir d'une image positive, voire excellente, et largement stable, auprès du grand public à l'étranger. En matière de gouvernance, elle est même perçue comme étant le numéro un mondial. C'est ce qui ressort du Nation Brands Index 2023, qui compare l'image de soixante pays. Ponctuellement, dans certains États et sur certains aspects spécifiques comme la sympathie, la perception de la Suisse a cependant été jugée moins bonne qu'en 2021. Il est important d'analyser et de suivre de près cette évolution.

Sommaire

L'essentiel en bref	2
Aperçu	6
La Suisse à travers le prisme des médias étrangers	9
La guerre en Ukraine et la Suisse	11
Place financière	15
Politique extérieure	21
Votations et élections	23
Justice	25
Swissness	27
Divers	29
Perception de la Suisse par la population à l'étranger	31
L'image de la Suisse à l'étranger en 2023	41

Aperçu

Comment la Suisse a-t-elle été perçue à l'étranger en 2023 ? Quels sont les sujets et les événements qui ont été jugés intéressants en dehors de nos frontières ? Comment ont-ils été traités et ont-ils eu des répercussions sur la manière dont notre pays a été perçu globalement ? C'est à ces questions que Présence Suisse tente d'apporter des réponses dans la présente Analyse 2023. Car si l'image d'un pays et son évolution résultent de phénomènes complexes et ne correspondent pas forcément à la réalité ou à la perception qu'en ont les résidents de ce pays, cerner au mieux les facteurs qui influent sur l'image de la Suisse est important dans la perspective d'une bonne communication internationale.

Le présent rapport porte sur deux perspectives différentes, qui forment l'image de la Suisse vue de l'extérieur : la première est celle des grands médias étrangers et des médias sociaux, avec la manière dont ils présentent notre pays. Quel est le regard qu'ils portent sur la Suisse et quelle image de notre pays projettent-ils à l'intention du grand public dans un contexte médiatique souvent largement dominé par les questions d'actualité ? La seconde est celle du grand public à l'étranger, avec la façon dont la population perçoit la Suisse. Pour cette analyse, Présence Suisse a étudié les résultats du célèbre Nation Brands Index (NBI) 2023, réalisé par Anholt-Ipsos. Le NBI est fondé sur un sondage populaire représentatif qui est répété à intervalles réguliers dans vingt pays et qui compare pour soixante pays la manière dont ils sont perçus sous l'aspect de différents thèmes. La comparaison des deux perspectives – celle des médias étrangers et celle de la population – permet d'identifier des points communs, des différences et des interactions entre les deux optiques.

Les thèmes qui déterminent la manière dont un pays est vu de l'extérieur à un certain moment dépendent de différents facteurs. Le contexte joue un rôle important à cet égard : durant une année marquée par des crises géopolitiques et par une montée des tensions dans le monde, les médias et la population à l'étranger se sont naturellement intéressés à des questions de portée globale et donc aussi aux positions prises par la Suisse au sujet de thèmes-clés, notamment par rapport aux positionnements d'autres pays. La détérioration du contexte général a suscité un regain d'intérêt pour des valeurs telles que la solidarité et a de manière générale induit un ton relativement plus critique dans la communication. La manière dont un pays est perçu peut toutefois aussi être infléchi par des événements et des développements remarquables à l'étranger, plus particulièrement lorsqu'ils ont des répercussions significatives et qu'ils sont liés à des thèmes déjà étroitement associés à un pays.

Il n'est donc pas étonnant que les médias étrangers aient essentiellement vu la Suisse à travers le prisme de deux sujets principaux en 2023, tant par le volume que par la fréquence de leur couverture : le premier – comme l'année précédente – a été le positionnement et les choix de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine. Dans différents pays européens et aux États-Unis, notamment, les réactions de la presse aux décisions prises par notre pays ont parfois été très critiques. La politique de neutralité de la Suisse s'est régulièrement retrouvée dans le collimateur des médias.

Le deuxième grand sujet a été la chute de Credit Suisse (CS), la reprise de la banque par UBS et le rôle que les autorités suisses ont joué dans ce contexte. Pendant quelque temps, cet événement a valu à notre pays une couverture médiatique sans précédent. Le ton utilisé a parfois été très critique, non seulement à l'égard de CS, mais aussi à l'égard de la place financière suisse dans son ensemble, notamment parce que celle-ci a été dans le collimateur à intervalles réguliers par le passé et qu'il a donc suffi aux médias de renouveler leurs critiques. Le volume et la virulence de ces critiques se sont toutefois estompés assez rapidement pour retrouver depuis un niveau qui n'est que légèrement plus élevé qu'à l'accoutumée.

Compte tenu de cette représentation parfois peu élogieuse de la Suisse par les médias étrangers, il est d'autant plus remarquable que le grand public en dehors de nos frontières continue d'avoir une perception de la Suisse résolument

positive dans l'ensemble et largement stable. En moyenne, tous pays et indicateurs confondus, l'image de la Suisse continue en effet d'être très bonne. Première de tous les pays de taille petite ou moyenne, elle maintient sa 7^e position générale dans le classement du NBI 2023. Malgré ces résultats globalement positifs dans les sondages, il importe de ne pas ignorer et d'analyser l'évolution ponctuellement négative de certains indicateurs et de la manière dont la Suisse est perçue dans certains pays.

La Suisse à travers le prisme des médias étrangers

« The role Switzerland has played for centuries: a black hole that is at the heart of Europe while also standing apart from it; not so much nobly neutral, as spectacularly selfish. »

The Sunday Times, Royaume-Uni, 03.09.2023

« Switzerland becomes stumbling block for Western military aid to Ukraine »

Wall Street Journal, États-Unis, 28.02.2023

« Mit dem Rückverkauf von Leopard-2-Panzern an Deutschland betreibt die Schweiz politische Schadensbegrenzung. »

Frankfurter Allgemeine Zeitung, Allemagne, 26.09.2023

La guerre en Ukraine et la Suisse : des échos critiques

Depuis le début de la guerre, les médias étrangers s'intéressent à la **position et aux actions de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine**. En 2023 – en particulier durant le premier semestre – cette thématique a régulièrement capté l'attention des médias à l'étranger. Au cours de la deuxième partie de l'année, ce sont essentiellement certaines décisions concrètes qui ont été responsables de pics ponctuels dans la couverture médiatique (cf. graphique 1). Tout au long de l'année, des journalistes étrangers ont régulièrement fait référence à l'attitude de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine, aussi dans des articles qui traitaient d'autres sujets.

L'intérêt médiatique a été très différent d'une région du monde à l'autre. L'attention accordée à la position de la Suisse a été particulièrement grande en Europe (notamment en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne), aux États-Unis et en Russie. Dans les pays occidentaux, l'écho a pu être objectif dans le meilleur des cas, mais il a souvent été très critique. Cette thématique a aussi été discutée sur les réseaux sociaux, notamment sur des comptes à forte pénétration. Le ton des commentaires y était également très critique, voire polémique dans certains cas. En dehors de l'Europe, des pays anglo-saxons et des belligérants – la Russie et l'Ukraine – l'intérêt pour le positionnement et les décisions de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine est resté très limité. Ce sujet n'a donc pas eu partout le même impact sur la manière dont la Suisse a été perçue et présentée.

Sur le fond, ce sont les questions relatives à la réexportation, à la vente et aux demandes de transfert de biens d'armement qui ont été au centre de la couverture médiatique. Une des décisions les plus largement relayées par la presse étrangère a été le refus de la Suisse d'autoriser des pays tiers à réexporter du matériel de guerre de sa fabrication vers l'Ukraine ainsi que les débats qui s'en sont suivis au niveau national. L'accord du Parlement à la mise hors service de chars de combat Leopard-2 comme condition à une revente à l'Allemagne a par exemple fait les grands titres dans certains médias étrangers durant l'été. Ceux-ci ont parfois interprété cette décision comme une mesure prise par la Suisse pour limiter les dégâts politiques dans ses relations avec ses partenaires européens. La décision

de détruire un certain nombre de systèmes de défense aérienne Rapier a elle aussi été relayée par certains médias à l'étranger, en Europe avant tout, sur toile de fond de la guerre en Ukraine.

Les médias étrangers se sont aussi régulièrement intéressés à la neutralité de la Suisse, certains en rapport avec les décisions évoquées plus haut. De manière répétée, ils se sont fait l'écho du débat politique qui a eu lieu en Suisse au sujet de l'interprétation de la neutralité et de l'aménagement de la politique de neutralité. Leur optique sur cette discussion a souvent été critique. Une des interprétations fréquemment véhiculées par les médias étrangers consistait à affirmer que la position de la Suisse était immorale. Ces médias ont en effet estimé que la Suisse se reposait sur sa neutralité dans ce cas d'agression clair et net pour refuser son soutien à l'État victime, et que la neutralité lui servait essentiellement à protéger ses propres intérêts économiques. Les auteurs de certains commentaires réprobateurs ont affirmé que la position de la Suisse sur la question de la réexportation de matériel de guerre était la preuve qu'elle ne pouvait plus être considérée comme un partenaire fiable de l'Occident. Il faut chercher longtemps parmi tous ces avis critiques exprimés en 2023 pour trouver un commentaire soulignant les aspects positifs de la neutralité, comme les bons offices. Ils sont quasiment inexistantes.

Les références à la guerre en Ukraine ne manquent pas non plus dans les articles sur la Suisse comme place de négoce de matières premières ou place financière. Certains médias ont en effet estimé que notre pays n'appliquait pas les sanctions contre la Russie de manière suffisamment résolue. Plusieurs journalistes étrangers ont souligné que cette attitude était destinée à protéger les intérêts économiques de la Suisse, qu'elle n'était pas l'expression de préférences momentanées, mais un reflet de l'ADN de notre pays. Dans ce contexte, certains médias ont régulièrement établi un lien avec le comportement critiqué de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il est aussi arrivé que certaines thématiques n'ayant en fait rien à voir avec la guerre en Ukraine soient associées à celle-ci. C'est ce qui est arrivé dans le contexte de la procédure pénale que le Ministère public de la Confédération avait ouverte en 2011, à la suite d'une plainte déposée par l'investisseur britannique Bill Browder contre des ressortissants russes soupçonnés de blanchiment d'argent dans ce qui a été appelé « l'affaire Magnitsky ». De concert avec des défenseurs des droits

de l'homme russes, des membres des parlements britannique et américain ont qualifié publiquement d'immorale la décision de débloquer des avoirs appartenant aux ressortissants russes suspectés, communiquée par le Ministère public de la Confédération, et affirmé face aux médias que cela revenait à soutenir la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Dans le courant de l'été 2023, deux autres événements en lien avec la Suisse ont attiré l'attention de différents médias étrangers sur notre pays : alors que l'allocution vidéo du président ukrainien Volodymyr Zelensky devant le parlement suisse a été commentée sans grande émotion par la plupart des observateurs étrangers, certains médias, allemands pour la plupart, ont accueilli de manière critique la déclaration d'intention de la Suisse de prendre part à l'initiative européenne Sky Shield en accusant notre pays de parasitisme de la politique de sécurité occidentale.

La couverture de l'attitude de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine par les médias russes constitue un cas d'exception. Comme ils en avaient pris l'habitude depuis le début de la guerre, ils ont continué de diffuser le récit que la Suisse avait abandonné sa neutralité en endossant les sanctions de l'UE. Selon les médias russes, cette position aurait différentes répercussions négatives pour notre pays, notamment la perte d'avoirs étrangers, placés ailleurs. Les journalistes russes ont en outre relayé à plusieurs reprises les propos de personnalités suisses lorsque ceux-ci étayaient leur vision du monde. Pour le reste, les décisions de la Suisse ont souvent été rapportées de manière concise et factuelle.

Le suivi des médias assuré par Présence Suisse

La présente analyse repose sur le suivi permanent de la couverture médiatique de la Suisse par les principaux médias étrangers dans 19 pays (Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Chine, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, France, Inde, Israël, Italie, Japon, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Turquie) ainsi que par les principaux médias européens et panarabes. En complément, d'autres sources ont pu être prises en compte dans l'analyse. Celle-ci a également porté sur les messages diffusés sur les réseaux sociaux qui avaient trait à la Suisse et qui ont été publiés par des personnes de l'étranger.

« La place financière suisse est tombée de son piédestal. »

Le Figaro, France, 26.03.2023

« The Federal Reserve and Treasury Department welcomed the deal, as did the European Central Bank. »

Bloomberg, États-Unis, 19.03.2023

« Now the banking sector's reputation has been tainted, fears are that "Swissness" as a whole could lose its value-enhancing shine. »

The Guardian, Royaume-Uni, 22.03.2023

Place financière : la fin de CS à travers le prisme des médias du monde entier

L'événement qui a marqué très profondément la manière dont la Suisse est perçue par les médias étrangers a été la chute de CS au printemps 2023. Sa reprise par UBS ainsi que les interventions des autorités suisses (Confédération, BNS, FINMA) qui y étaient liées ont été à l'origine d'une couverture parfois extrêmement critique de la part des médias étrangers, qui ont été extraordinairement prolifiques à ce sujet. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que cet événement avait entaché la réputation de la place financière suisse. L'intérêt que l'affaire CS avait suscité chez eux est toutefois retombé assez rapidement et après quelques semaines, la tonalité générale a regagné en objectivité (cf. graphique 1).

Les critiques formulées visaient en premier lieu le CS et ses dirigeants ainsi que la place financière et les retombées redoutées pour elle. Si l'intervention des autorités suisses a été commentée de manière plus différenciée, les réactions ont, encore une fois, très rarement été positives. Différents médias à l'étranger ont prédit que cet événement serait dommageable à la réputation de la place financière suisse. Ce sont précisément les valeurs qui ont fait l'excellence de cette place financière – qualité, stabilité, fiabilité et respect de l'état de droit – qui, selon eux, ont été érodées à cette occasion.

Durant le reste de l'année, certains aspects spécifiques de la reprise ont régulièrement été discutés par la presse à l'étranger. La taille et l'influence de la nouvelle « mégabanque » sur la politique suisse, notamment, ont souvent été vues d'un œil critique. À l'étranger, le refus du Conseil national d'approuver les garanties financières lors de la session extraordinaire en avril a été le plus souvent interprété comme un signe de défiance à l'égard du Conseil fédéral. La décision d'instituer une commission d'enquête parlementaire (CEP) a également été rapportée brièvement. Les portails financiers et économiques, en particulier, ont relayé avec objectivité la nouvelle des plaintes déposées contre la FINMA par des investisseurs mécontents de l'amortissement des emprunts AT1. Les résultats trimestriels d'UBS ainsi que le bénéfice record annoncé par la banque

« Banking is not the only area where long-established Swiss values are suddenly in question. Switzerland's doctrine of neutrality has been the cornerstone of its foreign policy for centuries. But that position has become harder to maintain in an era of European unification and economic interdependency. »

Financial Times, Royaume-Uni, 25.03.2023

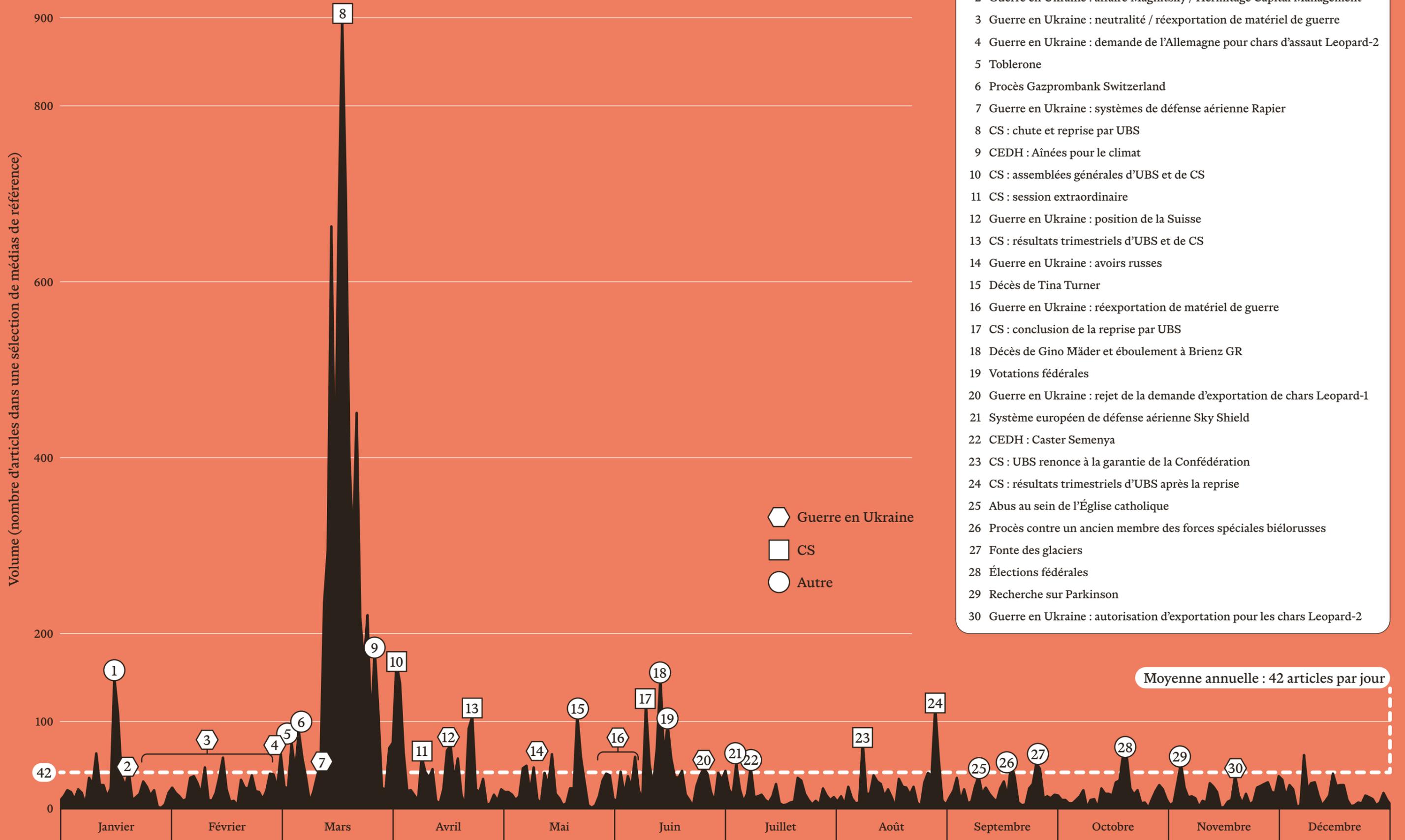
ont été très remarqués par les médias internationaux. À cette occasion, ils ont présenté UBS comme étant la principale bénéficiaire du sauvetage de dernière minute, notamment parce que le prix de rachat a été jugé très intéressant pour elle, et ont remis en question le rôle joué par les autorités. Tout au long de l'année, les communiqués annonçant d'importantes suppressions d'emplois ont été relayés de manière régulière et généralement objective.

Au printemps 2023, on a pu observer une convergence remarquable de critiques médiatiques émises à l'endroit de la Suisse en rapport avec des champs thématiques qui, jusque-là, avaient été analysés séparément : certains médias formateurs d'opinion à l'échelle internationale ont ainsi établi une connexion entre les critiques ayant fusé dans le sillage de la chute de Credit Suisse, l'incompréhension suscitée par certaines décisions de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine et les relations entre la Suisse et l'UE, perçues comme difficiles. Partant de cette connexion, ils ont diagnostiqué une crise identitaire, associée à une perte de crédibilité, et ont donc fondamentalement remis en question le succès du « modèle suisse ». Les critiques fondamentales de ce type ont généralement fait surface peu après la chute de CS et n'étaient pas représentatives de l'avis général.

En 2023, les médias étrangers ont bien évidemment aussi couvert des sujets relatifs à la **place financière** suisse qui n'avaient rien à voir avec la reprise de CS. Le sujet le plus mobilisateur a été le projet de loi visant à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent, présenté à la fin de l'été. La réaction des médias a été généralement objective : bon nombre d'entre eux ont vu dans le projet une réaction aux pressions de plus en plus fortes, notamment depuis le début de la guerre en Ukraine, exercées sur la Suisse pour l'inciter à renforcer ses contrôles financiers. Les médias internationaux se sont aussi beaucoup intéressés au verdict de la Cour de cassation française dans l'affaire de la condamnation d'UBS pour blanchiment de fraude fiscale aggravé et à la conciliation entre la banque privée genevoise Pictet et les autorités fiscales américaines.

Graphique 1

Évolution de la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse en 2023



Principaux événements en lien avec la Suisse couverts par les médias étrangers par ordre chronologique. Les événements numérotés ont été sélectionnés en raison de leur importance et du volume d'articles généré ; ils sont détaillés dans le présent rapport.

- 1 WEF
- 2 Guerre en Ukraine : affaire Magnitsky / Hermitage Capital Management
- 3 Guerre en Ukraine : neutralité / réexportation de matériel de guerre
- 4 Guerre en Ukraine : demande de l'Allemagne pour chars d'assaut Leopard-2
- 5 Toblerone
- 6 Procès Gazprombank Switzerland
- 7 Guerre en Ukraine : systèmes de défense aérienne Rapier
- 8 CS : chute et reprise par UBS
- 9 CEDH : Aînées pour le climat
- 10 CS : assemblées générales d'UBS et de CS
- 11 CS : session extraordinaire
- 12 Guerre en Ukraine : position de la Suisse
- 13 CS : résultats trimestriels d'UBS et de CS
- 14 Guerre en Ukraine : avoirs russes
- 15 Décès de Tina Turner
- 16 Guerre en Ukraine : réexportation de matériel de guerre
- 17 CS : conclusion de la reprise par UBS
- 18 Décès de Gino Mäder et éboulement à Brienz GR
- 19 Votations fédérales
- 20 Guerre en Ukraine : rejet de la demande d'exportation de chars Leopard-1
- 21 Système européen de défense aérienne Sky Shield
- 22 CEDH : Caster Semenya
- 23 CS : UBS renonce à la garantie de la Confédération
- 24 CS : résultats trimestriels d'UBS après la reprise
- 25 Abus au sein de l'Église catholique
- 26 Procès contre un ancien membre des forces spéciales biélorusses
- 27 Fonte des glaciers
- 28 Élections fédérales
- 29 Recherche sur Parkinson
- 30 Guerre en Ukraine : autorisation d'exportation pour les chars Leopard-2

« Die Schweiz unter-
nimmt einen neuen
Anlauf, das zerrüttete
Verhältnis zur
Europäischen Union zu
kitten und auf eine
solide Grundlage zu
stellen. »

Frankfurter Allgemeine Zeitung, Allemagne, 17.12.2023

« Pour devenir riche en
France, le plus simple encore
est d'être frontalier. »

Le Figaro, France, 10.11.2023

Politique extérieure : l'intérêt des médias dépend du contexte

Outre les décisions prises par la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine, systématiquement couvertes par les médias à l'étranger, il y eu d'autres sujets de politique extérieure qui ont été jugés intéressants en dehors de nos frontières. À relever que les **rappports entre la Suisse et l'UE**, qui sont un thème très fréquemment discuté dans notre pays, n'ont guère été jugés dignes d'intérêt à l'étranger, ou alors tout au plus dans le contexte d'autres thématiques, comme la chute de CS, les élections fédérales ou la guerre en Ukraine. Les éléments soulignés le plus souvent ont été les aspects problématiques des relations entre la Suisse et l'UE. Seule l'adoption par le Conseil fédéral d'un projet de mandat de négociation avec l'UE a été relayée sporadiquement de manière plus spécifique.

Ce qui n'est pas surprenant, c'est que le sujet des **frontaliers** a bénéficié d'une attention médiatique régulière, surtout dans nos pays voisins. Les sujets ont souvent porté sur des questions concrètes, comme l'imposition ou les règles applicables en matière de télétravail. S'intéressant aux motifs qui incitent les frontaliers et les frontalières à venir travailler en Suisse, les journalistes ont mis en avant essentiellement la stabilité du marché de l'emploi et le niveau des salaires. Il y a cependant aussi eu des articles plus critiques. Certains ont par exemple mis le doigt sur le fait que le manque de personnel qualifié dans les régions limitrophes de la Suisse était exacerbé par l'attrait que notre pays exerce sur la population active. En Italie, en particulier, différents médias ont souligné que les soignantes et les soignants italiens préféreraient souvent prendre un emploi en Suisse parce que les conditions de travail y sont plus favorables, alors même qu'ils font cruellement défaut en Lombardie. Cette analyse était donc ambivalente quant à son effet sur la manière dont notre pays est perçu : si elle a souligné l'attractivité économique de la Suisse, elle a aussi pu générer des sentiments négatifs à son égard.

Un autre thème que les médias étrangers ont abordé régulièrement a été les **rappports de la Suisse avec l'Iran**. Les critiques soulevées par l'ambassadrice de Suisse pour le port du tchador lors d'une visite d'un lieu saint, notamment,

ont eu un large écho, tout particulièrement sur les réseaux sociaux. La convocation de l'ambassadrice par le gouvernement iranien après qu'elle avait publiquement critiqué l'exécution de détenus a été rapportée de manière factuelle par les médias étrangers, tout comme l'annulation d'une visite à Genève du président iranien Ibrahim Raïssi en réaction à une demande d'arrestation pour crimes contre l'humanité déposée contre lui en Suisse sur la base du principe de la compétence universelle. Le rôle de la Suisse en tant que puissance protectrice des États-Unis en Iran est mentionné çà et là par des médias étrangers, par exemple dans le contexte d'un échange de prisonniers.

En Turquie, une **manifestation contre le président turc Recep Erdogan** en marge de la « grève féministe » a été largement critiquée par la presse. Tant les médias turcs que certains membres du gouvernement turc n'ont pas hésité à réagir sur les réseaux sociaux en qualifiant l'événement d'action terroriste, critiquant le laisser-faire de la Suisse.

Contrairement à ce qui s'est produit dans le contexte de la guerre en Ukraine, la position de la Suisse par rapport à la **situation au Proche-Orient** n'a que très rarement été éclairée explicitement par les grands médias à l'étranger. La décision du Conseil national de supprimer le soutien financier à l'UNRWA en raison de sa position à l'égard du Hamas y a fait exception. Dans les pays de la région MENA, en particulier, cette décision a en effet suscité la controverse, tant dans les médias classiques que sur les réseaux sociaux. Dans ces commentaires rédigés à l'étranger, il n'a toutefois pas toujours été mis en évidence que le débat au Parlement, qui a finalement abouti à un compromis, n'était alors pas clos et que la décision n'était donc pas définitive.

En Espagne, les médias ont été attentifs au **rôle de la Suisse dans le contexte du mouvement séparatiste catalan**. Il a été éclairé à plusieurs reprises, notamment par certains journaux, dans lesquels il était question de contacts secrets de membres du mouvement séparatiste catalan avec un représentant du DFAE et avec une fondation à Genève. Les négociations à Genève entre le parti socialiste espagnol PSOE au pouvoir et le dirigeant séparatiste catalan Carles Puigdemont ont également été très largement couvertes. Dans ce contexte, certains commentateurs ont reproché à la Suisse d'avoir voulu apporter son soutien aux séparatistes. Accessoirement, cette couverture a eu pour effet d'accroître la visibilité médiatique de la Genève internationale et de sa renommée comme facilitatrice des processus de dialogue.

Votations et élections : peu de grands titres à l'étranger

Souvent, les médias étrangers s'intéressent aux objets des votations en Suisse. En 2023, cela n'est pas arrivé souvent puisqu'il n'y a eu qu'une seule votation fédérale. Sur les trois objets présentés au peuple à cette occasion, c'est la loi sur le climat et son acceptation par le souverain qui ont fait couler le plus d'encre à l'étranger, où la nouvelle a généralement été bien reçue. Le oui à la mise en œuvre de l'imposition minimale prévue par l'OCDE a le plus souvent été commenté de manière factuelle, alors que la modification de la loi Covid-19 n'a suscité que très peu d'intérêt. Certains médias étrangers ont aussi commenté l'initiative populaire fédérale « L'argent liquide, c'est la liberté ». Quant à la future votation locale sur l'interdiction des cloches des vaches pendant la nuit dans la commune d'Aarwangen, elle a suscité un mélange d'amusement et de critique.

À l'occasion des **élections fédérales**, les médias étrangers se sont penchés de près sur les principaux thèmes de campagne, sur les résultats de l'élection et sur la politique suisse en général. Dans leur analyse des bons résultats obtenus par l'UDC, ils ont éclairé les différences entre la manière dont le parti est perçu en Suisse et l'image qu'il projette à l'étranger : dans les pays voisins, en particulier, les commentateurs ont parfois qualifié l'UDC de parti d'extrême-droite, tout en précisant qu'il n'était pas perçu comme tel en Suisse. Certains médias ont en outre estimé que le résultat des élections ne présageait rien de bon pour la politique européenne de la Suisse. Le renouvellement intégral du Conseil fédéral a été commenté principalement dans les pays voisins germanophones. La plupart de ces commentaires ont été brefs et factuels.

« La Suisse a longtemps eu la réputation d'un havre de tranquillité, offrant opacité et impunité. Le vent est peut-être en train de tourner. »

Le Monde, France, 08.09.2023

Justice : la Suisse accusée – ou est accusée

Les médias étrangers couvrent régulièrement des dossiers de justice qui sont traités en Suisse ou auxquels la Suisse est partie, en général des affaires concrètes qui intéressent un large public. En 2023, ce sont avant tout plusieurs affaires traitées par la **justice suisse** sur la base du principe de la compétence universelle que les médias étrangers ont choisi de commenter. En vertu de ce principe, les personnes soupçonnées d'avoir commis certains crimes peuvent aussi être jugées dans un pays autre que celui dans lequel les actes répréhensibles ont été commis. Parmi les affaires couvertes par des médias étrangers, citons la procédure visant l'ancien ministre algérien de la défense Khaled Nezzar ou encore un mandat d'arrêt international délivré à l'encontre d'un oncle du dirigeant syrien Bachar Al-Assad. Une autre affaire très remarquée a été le procès d'un ancien membre des forces spéciales biélorusses, car c'était la première fois que le principe de la compétence universelle était appliqué au crime de la disparition forcée. L'acquittement de l'accusé a suscité des commentaires critiques de la part de certains médias étrangers.

Différentes **actions contre la Suisse** devant la Cour européenne des droits de l'homme ont également retenu l'attention des médias étrangers. Parmi elles, l'arrêt déterminant que la Suisse avait refusé à l'athlète Caster Semenya des garanties procédurales suffisantes pour lui permettre de faire valoir ses griefs de manière effective. En 2020, le Tribunal fédéral avait en effet rejeté le recours de l'athlète sud-africaine contre un arrêt du Tribunal arbitral du sport TAS à Lausanne. La plainte déposée contre la Suisse par les « Aînés pour le climat » a également bénéficié d'une couverture assez large.

« Es ist, als würden die Berge wanken und die Alphörner quietschen [...]. Die Alpenrepublik verliert eine nationale Trademark – und Toblerone seine ikonografische Silhouette. »

Die Presse, Autriche, 07.03.2023

Swissness : quelles conditions un produit doit-il remplir pour être considéré comme suisse ?

À l'étranger, certaines denrées comme le chocolat ou le fromage sont immanquablement associées à la Suisse. Différentes décisions relatives à des produits emblématiques et aux règles en matière de **Swissness ou de protection de la marque** ont ainsi été dans le collimateur des médias étrangers en 2023. Ils ont par exemple largement relayé le cas de Toblerone, qui a été obligée à renoncer au Cervin sur ses emballages et à en retirer le label « Made in Switzerland » parce que la marque ne répondait plus aux exigences de la législation en matière de Swissness, selon laquelle les principales étapes de fabrication du produit doivent avoir lieu en Suisse.

La presse étrangère s'est aussi intéressée aux fromages suisses, notamment au jugement d'un tribunal américain autorisant la vente de fromage sous l'appellation « Gruyère » indépendamment de sa provenance, ainsi qu'au verdict de la Cour de justice de l'Union européenne (CJEU), selon lequel l'Emmental ne doit pas obligatoirement avoir été fabriqué en Suisse. La CJEU a en effet estimé que le nom « Emmental » n'était pas une appellation d'origine protégée dans l'UE, mais une désignation pour un type de fromage. Certains médias ont qualifié ce jugement de sérieux revers pour les fabricants suisses.

« Paralizzato da 11 anni torna a camminare grazie a un 'ponte' digitale tra cervello-midollo spinale. [...]. È tornato a muoversi grazie alla nuova tecnica applicata dal Politecnico di Losanna. »

La Repubblica, Italie, 25.05.2023

« In der Schweiz gilt ein Zug ab drei Minuten Verspätung bereits als unpünktlich. [...]. Warum ist Zugfahren im Nachbarland so viel besser? »

Süddeutsche Zeitung, Allemagne, 21.12.2023

Divers : quelques thèmes ayant fait les gros titres

En dehors des catégories mentionnées plus haut, il y a eu en 2023, comme toutes les années précédentes, des événements ou communiqués en rapport avec la Suisse qui, à tort ou à raison, ont retenu l'attention des médias à l'étranger. Les conséquences de la série télévisée « Crash landing on you », sous la forme d'un intérêt persistant des touristes sud-coréens pour la petite localité d'**Iseltwald** au bord du lac de Brienz, par exemple, ont été le sujet d'articles dans le monde entier.

Les **répercussions des changements climatiques** sur la Suisse sont un sujet qui a été couvert dans des contextes différents. Au début de l'année 2023, les médias étrangers ont été nombreux à s'intéresser aux températures record enregistrées durant les fêtes de fin d'année et au manque de neige qui en a résulté dans les domaines skiables en Suisse. Plus tard dans l'année, des organes de presse dans le monde entier ont relayé les résultats d'une étude des Académies suisses des sciences, selon laquelle les glaciers en Suisse ont perdu plus de 10 % de leur volume en deux ans seulement. Selon cette étude, cela correspond au volume de glace perdu entre 1960 et 1990. Des commentaires à ce sujet ont été partagés très fréquemment sur les réseaux sociaux.

Un grand nombre de médias à travers le monde se sont intéressés à l'étude réalisée par l'Université de Zurich sur mandat de la Conférence des évêques suisse, qui a révélé que **l'Église catholique** en Suisse avait étouffé des cas d'abus pendant des décennies, et que le millier de cas identifiés ne représentaient que « la pointe de l'iceberg ». Bien que critiques, les articles à ce sujet étaient généralement brefs et leur ton factuel.

Comme les années précédentes, le thème de **l'aide au suicide** en Suisse n'a pas laissé les médias étrangers indifférents. Les articles étaient généralement construits sur la base de cas concrets de personnes ayant fait le voyage depuis l'étranger pour bénéficier de l'aide au suicide en Suisse et des discussions déclenchées dans les pays d'origine.

Perception de la Suisse par la population à l'étranger

L'attention des médias étrangers a aussi été retenue par différentes nouvelles suisses dans les domaines **de l'innovation et de la recherche**. Citons l'exemple des résultats de recherches qui pourraient permettre à des personnes paraplégiques de remarcher ou encore le succès des essais réalisés avec un bras robotique qui pourrait faciliter le travail des sauveteurs. Ce type de communiqués accroît la visibilité de la recherche scientifique en Suisse et sensibilise le public à la qualité de celle-ci.

Dans le courant de l'été, les médias israéliens en particulier, mais aussi certains médias alle-mands, ont évoqué les **tensions entre la population de Davos et certains touristes juifs orthodoxes**. Le ton de ces articles était critique, surtout à l'égard de l'office du tourisme de Davos, auquel les journalistes ont reproché de faire campagne contre les juifs orthodoxes.

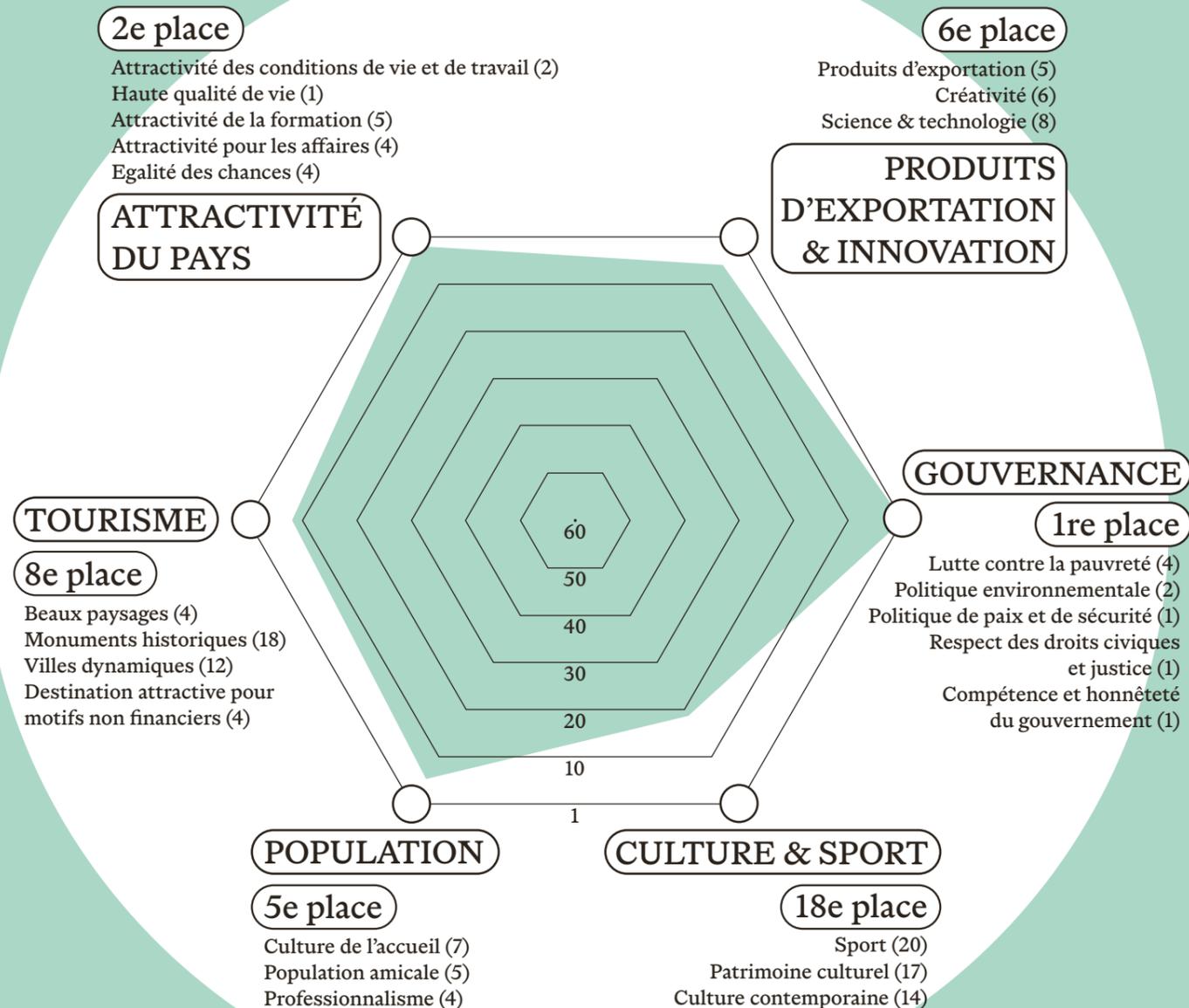
Les réactions des médias étrangers au sujet des **transports** en Suisse ont été mitigées. La fer-meture partielle du tunnel du Gothard pour cause de travaux a été accueillie de manière plutôt critique, alors que la ponctualité des CFF, notamment en comparaison avec la Deutsche Bahn, a été soulignée favorablement à plusieurs reprises en Allemagne et au Royaume-Uni.

La publication d'une **vidéo de campagne de l'association touristique suédoise**, dont le sujet était la confusion fréquente de la Suisse et de la Suède, a eu un écho positif pendant plusieurs semaines, aussi pour la Suisse, non seulement dans les médias étrangers, mais aussi sur les réseaux sociaux.

En 2023, les médias étrangers ont aussi traité certains thèmes dans le domaine **des arts et de la culture**. Il n'y a eu que peu d'événements spécifiques qui ont bénéficié d'une grande attention, mais plutôt une foule de manifestations culturelles diverses qui ont piqué la curiosité des journa-listes. Ceux-ci se sont par exemple intéressés plus spécifiquement au film « Unrueh », très largement encensé, ou encore, comme chaque année, au festival du film de Locarno. La disparition de Tina Turner, qui était domiciliée à Küsnacht ZH, a également été très remarquée à l'étranger. Pour ce qui est des institutions culturelles suisses, la gestion de la collection Bührle par le Kunsthaus de Zurich a suscité des critiques répétées. La restitution d'objets anciens à la Chine a été saluée à plusieurs reprises par les médias chinois.

Graphique 2 L'image de la Suisse selon le Nation Brands Index 2023

Classement general NBI: 7



Le graphique représente le placement de la Suisse dans les six dimensions de perception du NBI, avec leurs indicateurs respectifs. Exemple de lecture : par rapport au critère de la gouvernance, la Suisse occupe la première place parce qu'un large public dans 20 pays l'a perçue comme un État dirigé par un gouvernement compétent (1^{re} place) qui respecte les droits de ses citoyens (1^{re} place), qui s'efforce de promouvoir la paix et la sécurité internationales (1^{re} place) ainsi que la protection de l'environnement (2^e place) et qui œuvre à réduire la pauvreté dans le monde (4^e place).

Source : Anholt-Ipsos, Nation Brands Index 2023

Un suivi permanent de l'image de la Suisse telle qu'elle est reflétée dans la presse et les réseaux sociaux à l'étranger est un instrument important qui permet de comprendre comment notre pays est perçu de l'extérieur. Reste à savoir si cette image médiatique correspond aussi à la perception de la Suisse au sein de la population à l'étranger. Pour y voir plus clair et pour avoir un moyen de comparaison avec d'autres pays, le Nation Brands Index (NBI) est un instrument reconnu, qui repose sur un échantillonnage représentatif et qui évalue chaque année la force et l'attractivité de l'image de marque des pays étudiés.

Le NBI analyse la perception de la Suisse et de 59 autres pays par la population de 20 pays du monde entier. Il révèle donc les points forts et les points faibles de l'image de la Suisse selon le ressenti de la population ainsi que l'évolution de cette perception de la Suisse au cours des dernières années. L'indice de réputation NBI considère six dimensions : produits d'exportation et innovation, gouvernance, culture et sport, population, tourisme et attractivité du pays. Chacune de ces dimensions est composée de plusieurs indicateurs, qui sont l'objet du sondage. Les réponses obtenues permettent d'établir un classement par indicateur, un classement par dimension et finalement aussi un classement général de tous les pays considérés. Le rang occupé par la Suisse est donc une évaluation de sa réputation sous l'aspect d'un indicateur, d'une dimension ou de son image globale en comparaison avec les autres 59 pays évalués.

Le Nation Brands Index

Publié par Anholt-Ipsos, le Nation Brands Index (NBI) évalue chaque année la réputation de 60 pays sur la base de sondages réalisés auprès du grand public. Chaque pays est évalué selon six critères (dimensions) : produits d'exportation et innovation, gouvernance, culture et sport, population, tourisme, attractivité du pays et qualité de vie. Les sondages sont réalisés dans vingt pays. Dans chacun de ces pays, quelque 3000 personnes de plus de 18 ans sont interrogées en ligne. Le NBI 2023 repose sur un échantillon global de 60 072 personnes interrogées. Le sondage a été réalisé entre le 27 juin et le 3 août 2023 dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Italie, Japon, Mexique, Pologne, Royaume-Uni, Russie, Suède et Turquie.

Graphique 3 Les dix meilleurs du classement NBI depuis 2011

Placement (sur un total de 60)



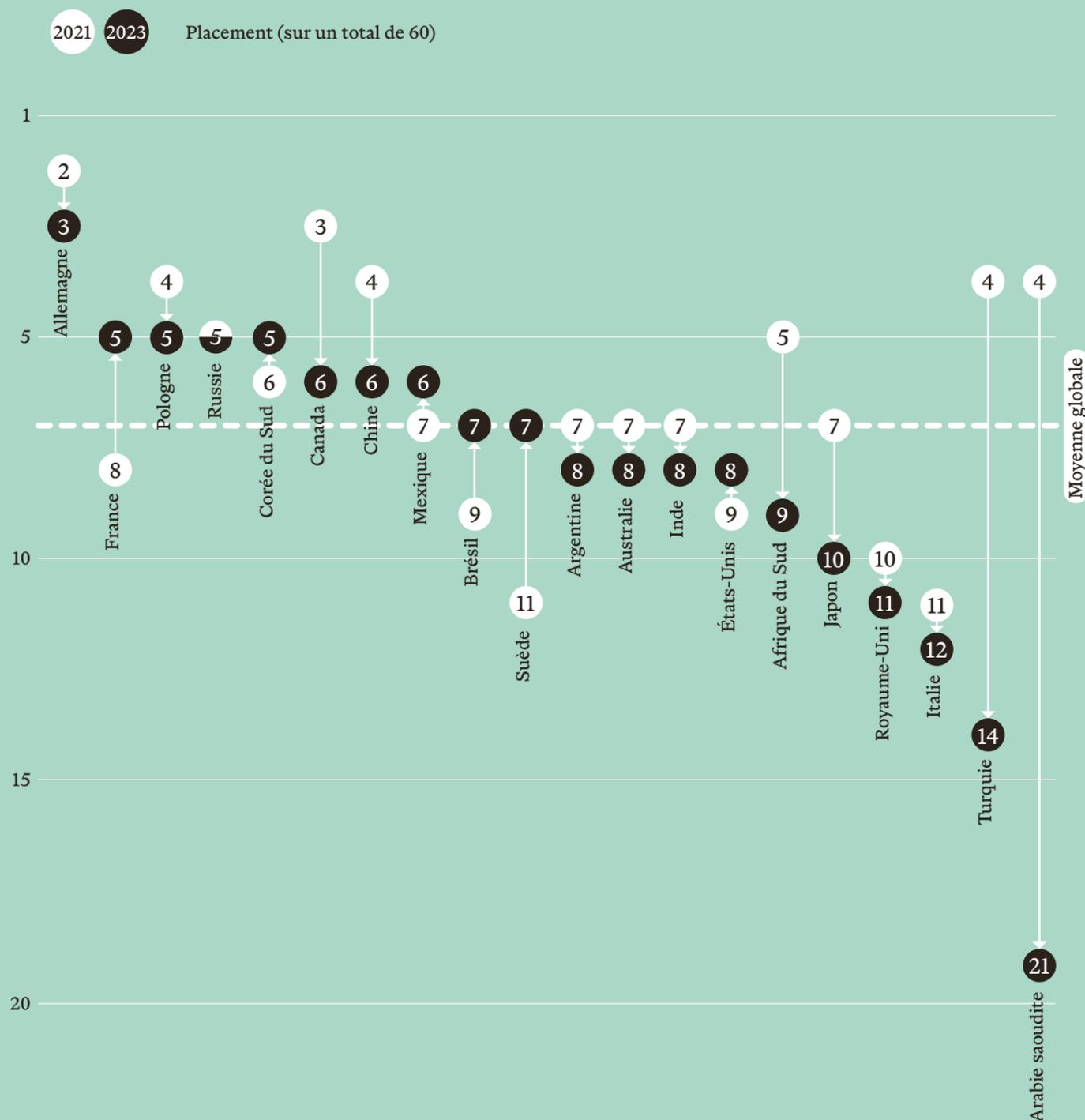
Aperçu de l'évolution du classement aux dix premières places du Nation Brands Index depuis 2011. Depuis 2020, la Suisse figure à la très bonne septième place de ce classement, dont la première position est actuellement occupée par le Japon. Depuis 2022, le NBI reflète la perception de 60 pays (50 avant cela).

Source : Anholt-Ipsos, Nation Brands Index 2023

Au classement général du NBI, la Suisse a occupé la septième place en 2023. Depuis 2020, cela fait ainsi la quatrième fois en série qu'elle obtient le même placement par rapport aux pays concurrents. Elle est aussi perçue très favorablement et de manière très équilibrée dans la plupart des secteurs couverts par le sondage : dans cinq des six dimensions de perception, la Suisse se classe parmi les dix premiers sur les soixante pays évalués. Par rapport au critère de la gouvernance, elle occupe même la première place, devant le Canada et la Suède, selon la perception d'un large public à l'étranger. La Suisse est en effet perçue comme étant un pays dirigé par un gouvernement compétent qui respecte les droits des citoyens et s'efforce de promouvoir la paix et la sécurité. Elle obtient aussi de très bons résultats dans la catégorie attractivité du pays et qualité de vie, où elle se classe deuxième, notamment grâce à sa première place pour l'indicateur qualité de vie. La population à l'étranger a bien noté la Suisse aussi dans les autres dimensions de perception : dans la catégorie produits d'exportation et innovation, notre pays se classe sixième, dans la dimension population, il obtient la cinquième place et dans la catégorie tourisme, il termine huitième. Il n'y a que dans la catégorie de la culture et des sports que la Suisse ne parvient pas à se hisser au-delà de la bonne moyenne. Dans cette dimension, un quart à peu près des pays en compétition sont perçus comme étant plus performants que la Suisse (cf. graphique 2).

Dans l'ensemble, la perception que la population à l'étranger a de la Suisse continue donc d'être excellente, sans grands changements par rapport aux années précédentes. Septième au classement général, elle reste dans le peloton de tête des pays ayant la meilleure image de marque et arrive même en première position de tous les États de taille petite ou moyenne. Le pays qui arrive en tête du NBI en 2023 est le Japon, qui occupe cette place pour la première fois après s'être constamment amélioré les années précédentes. Viennent ensuite l'Allemagne, le Canada, le Royaume-Uni, l'Italie et les États-Unis (cf. graphique 3).

Graphique 4 Classement général de la Suisse selon la manière dont elle est perçue dans les pays ayant pris part au sondage du NBI en 2021 et en 2023



Le graphique montre une comparaison du classement général de la Suisse dans les vingt pays ayant pris part au sondage pour le NBI en 2021 et en 2023. Exemple de lecture : en 2023, la population allemande a placé la Suisse au troisième rang des pays ayant la meilleure réputation, alors qu'elle l'avait encore classée deuxième en 2021.

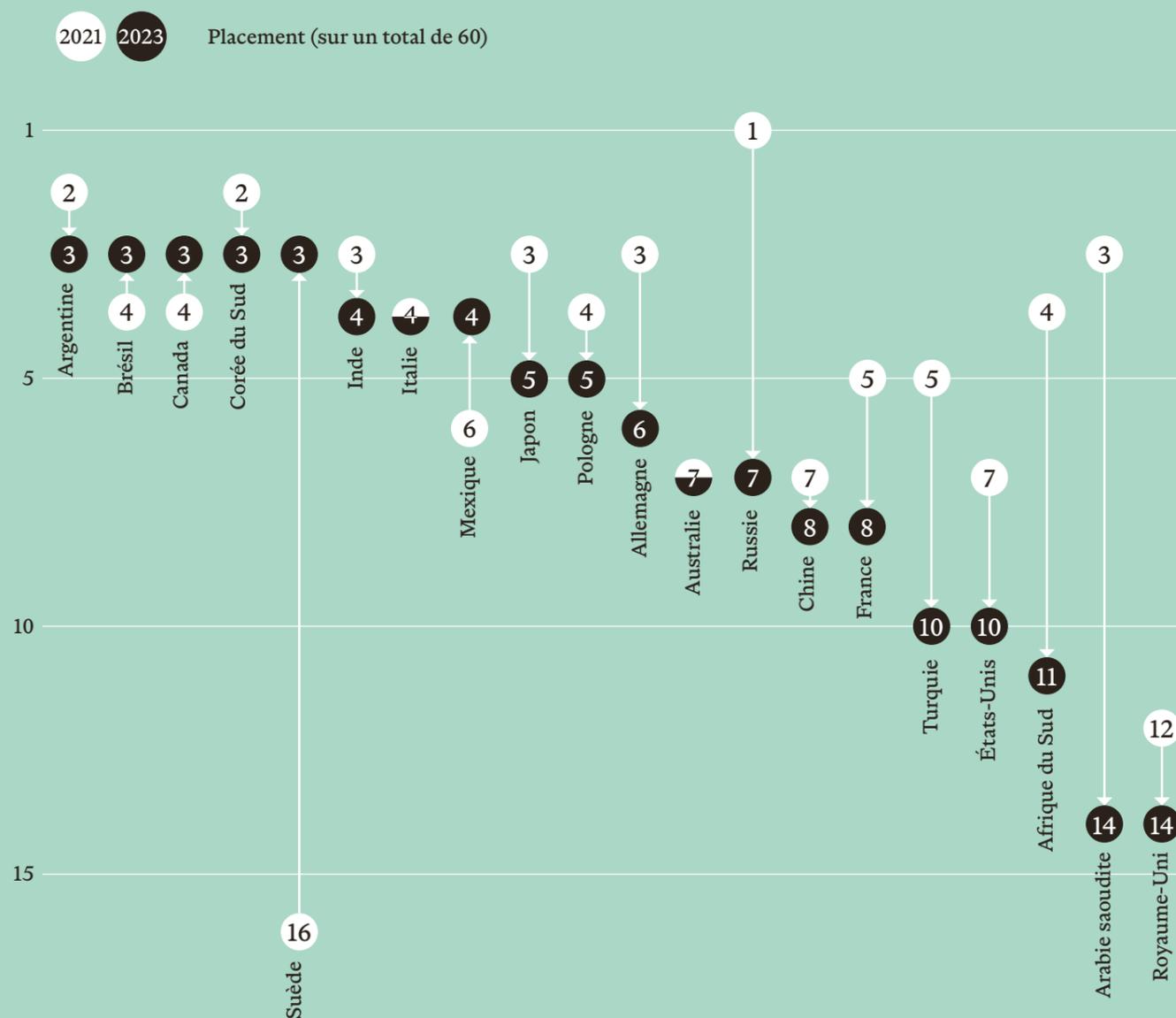
Source : Anholt-Ipsos, Nation Brands Index 2023 et 2021

Les excellents résultats obtenus par la Suisse dans la perception globale selon le NBI 2023 et la stabilité de son classement sont quelque peu relativisés par l'analyse des appréciations obtenues dans certains pays. D'abord, la perception de la Suisse dans les différents pays ayant pris part au sondage varie considérablement. Ensuite, ces variations n'existent pas seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur de certains pays, sur l'axe temporel. Il vaut donc la peine de s'arrêter brièvement sur la perception générale de la Suisse selon le NBI dans certains pays spécifiques. La comparaison porte d'une part sur les différences dans le classement général de la Suisse dans les différents pays en 2023 et d'autre part sur l'évolution de ce classement par rapport au NBI 2021 (cf. graphique 4).

Cette comparaison permet de mettre en évidence certains glissements dans la manière dont la Suisse est perçue dans certains pays ayant pris part au sondage. Comme les questionnaires pour le NBI 2021 ont été envoyés avant l'attaque de l'Ukraine par la Russie, le classement peut être révélateur de retombées potentielles de la position et des actes de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine sur la manière dont notre pays est perçu par l'opinion publique à l'étranger. À relever cependant que si les résultats du NBI peuvent refléter l'évolution de la manière dont un pays est perçu, ils ne contiennent aucune information sur les motifs des changements, qui doivent être déterminés en fonction du contexte ou au moyen d'autres méthodes ou instruments.

L'analyse confirme ce que l'excellent septième rang de la Suisse au classement général laissait supposer : dans la plupart des pays, la Suisse a très bonne réputation. Ce constat s'applique aussi à la majorité des pays européens. Comme c'était déjà le cas par le passé, c'est en Allemagne que la Suisse obtient les meilleures notes (3e place). En France et en Pologne, les appréciations sont également supérieures à la moyenne (5e place). Les évaluations sont un peu moins bonnes en Italie (12e place) et en Grande-Bretagne (11e place). L'image de la Suisse est aussi généralement très favorable en dehors de l'Europe. Dans la plupart des pays, les notes que la Suisse a obtenues en 2023 sont d'ailleurs relativement constantes par rapport à 2021. Comme un glissement minime dans l'appréciation peut suffire à entraîner une modification du classement, seul le gain ou la perte de plusieurs rangs doit entrer en ligne de compte.

Graphique 5 Classement de la Suisse en fonction de la note de sympathie obtenue dans les pays ayant pris part aux sondages pour le NBI en 2021 et en 2023



Le graphique représente la sympathie éprouvée à l'égard de la Suisse dans les vingt pays ayant fourni des données pour le NBI en 2023, en comparaison avec 2021. Exemple de lecture : la population française place la Suisse au huitième rang des pays les plus sympathiques en 2023. En 2021, elle l'avait encore classée cinquième.

Source : Anholt-Ipsos, Nation Brands Index 2023 et 2021

Les placements les moins bons que la Suisse a obtenus en 2023 sont ceux de l'Arabie saoudite (21e place) et de la Turquie (14e place), après que ces deux pays lui avaient valu un classement supérieur à la moyenne en 2021 (4e place). Ces évaluations provenant de pays de culture islamique sont l'expression d'une détérioration significative et tout à fait exceptionnelle de l'image de la Suisse. Les raisons de cette nette baisse de réputation ne sont pas évidentes à première vue. Durant la période en question, il n'y a en effet pas eu d'événements en Suisse qui auraient pu être très mal reçus et faire les grands titres dans le monde musulman. L'hypothèse la plus probable est celle d'une confusion entre la Suisse et la Suède. Au début de l'été 2023, directement avant que les sondages soient réalisés pour le NBI, la Suède a en effet été le théâtre de plusieurs manifestations anti-islamiques au cours desquelles des corans ont été brûlés. Ces événements ont déclenché une vague d'indignation dans le monde musulman et de grandes manifestations de protestation contre le laisser-faire de la Suède, doublées d'une campagne de désinformation largement rediffusée sur les réseaux sociaux reprochant aux autorités suédoises d'avoir une attitude discriminatoire à l'égard des musulmans. En conséquence, le classement de la Suède au NBI 2023 était carrément en chute libre dans les pays musulmans qui y ont participé. Le fait que les personnes non européennes aient souvent de la peine à faire la différence entre la Suisse et la Suède n'est pas un phénomène nouveau.

Ce qui est remarquable, c'est qu'un effet de l'attitude de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine, tant critiquée par les médias, n'est pas clairement visible en ce qui concerne la manière dont le grand public voit notre pays si l'on se réfère à la perception globale de la Suisse reflétée par le NBI. Cette perception populaire ne semble en effet s'être détériorée notablement depuis 2021 ni dans les pays fortement engagés dans la défense de l'Ukraine, ni en Russie.

Pour y voir clair, il est cependant plus pertinent de considérer le critère de la sympathie générale inspirée par un pays. Ce critère est lui aussi analysé dans le cadre du NBI, mais n'est pas pris en considération dans le calcul déterminant l'image globale d'un pays. En règle générale, il est en effet assez volatile parce que plus révélateur des réactions émotionnelles aux événements du moment. L'analyse des notes de sympathie généralement bonnes obtenues par notre pays révèle tout de même un léger effet négatif sur la popularité de la Suisse auprès de la population de certains pays occidentaux qui soutiennent l'Ukraine (cf. graphique 5). Cette tendance semble particulièrement marquée en Allemagne,

en France et aux États-Unis, où la sympathie pour la Suisse s'est parfois sensiblement estompée depuis 2021. La nette détérioration de cet indicateur en Russie s'explique probablement elle aussi par l'attitude de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine. Le préjudice subi par la réputation de la Suisse dans les pays musulmans, déjà constaté, est en outre nettement confirmé par la note de sympathie.

En résumé, la perception globale de la Suisse par un large public à l'étranger continue d'être positive, voire excellente, et reste stable dans l'ensemble. La Suisse continue également d'être perçue comme étant un pays généralement très sympathique. Depuis 2021, certaines détériorations isolées peuvent néanmoins être constatées, notamment en ce qui concerne les notes de sympathie. Et même s'il s'explique probablement par une confusion, le déclin de l'image de marque de la Suisse dans les pays musulmans ne peut pas être ignoré. Si la perception de la Suisse est globalement stable, l'analyse circonstanciée du NBI 2023 révèle donc quelques soubresauts dans la manière dont la Suisse est perçue dans certains pays. Ces anomalies méritent d'être suivies attentivement.

L'image de la Suisse à l'étranger en 2023

En 2023, l'image de la Suisse à l'étranger a été fortement influencée par des thèmes politiques et économiques. Comme l'année précédente, les décisions que la Suisse a prises dans le contexte de la guerre en Ukraine ont continué d'être très remarquées. Le sujet a continué de marquer la manière dont les médias ont perçu et présenté notre pays à l'étranger, reflétant la pertinence toujours aussi grande de ce conflit à travers le monde. Cette couverture médiatique n'a toutefois pas eu le même impact partout : c'est avant tout en Europe, aux États-Unis et en Russie que certains médias ont suivi de près la position de la Suisse.

Comme l'année précédente, le ton de ces articles de presse était généralement critique à l'égard de la Suisse. Les médias occidentaux, en particulier, ont souvent fait référence au stéréotype d'une Suisse peu solidaire qui fait passer ses propres intérêts (économiques) avant ses obligations morales et pour qui la neutralité constitue essentiellement un prétexte. Les médias russes, quant à eux, n'ont pas manqué une occasion de clamer que la Suisse avait abandonné sa neutralité en reprenant les sanctions de l'UE.

La chute de CS a marqué une rupture dans la couverture médiatique de l'année 2023 : l'intérêt des médias du monde entier pour cet événement a été sans précédent. La fin de CS a momentanément éclipsé la plupart des autres informations se rapportant à la Suisse. Les réactions des médias ont, pour la plupart, été très critiques. L'attention médiatique s'est concentrée essentiellement sur la banque elle-même ainsi que sur les conséquences potentielles pour la réputation de la place financière suisse dans son ensemble. Pour certains médias étrangers, la fin de CS et la gestion de la crise qui en a résulté ont remis en question

plusieurs qualités perçues comme typiquement suisses : la fiabilité de la place financière, la qualité et l'infaillibilité des services qui en ont fait la renommée et la confiance dans la prévisibilité des autorités suisses.

Pendant un bref laps de temps, au printemps 2023, quelques médias ont fait l'amalgame entre plusieurs situations ayant valu à la Suisse un éclairage critique pour en tirer leurs propres conclusions : la chute d'une institution considérée comme l'un des joyaux de la place financière suisse, la controverse qui a été suscitée par le positionnement de la Suisse son interprétation de la neutralité dans le contexte de la guerre en Ukraine, ainsi que les relations perçues comme très difficiles entre la Suisse et l'UE. Pour certains grands médias internationaux, cette multiplication des problèmes remettait fondamentalement en question le succès du modèle suisse.

Ce genre de critique médiatique tous azimuts n'a toutefois pas fait école. Après avoir couvert très largement la chute de CS, les médias internationaux ont reporté leur intérêt sur d'autres thèmes et la virulence de leurs critiques, au sujet tant de la place financière que de la guerre en Ukraine, s'est peu à peu calmée, surtout dans le courant du second semestre. Les thèmes et les points critiqués n'ont cependant pas été oubliés complètement et les journalistes étrangers ont continué d'y faire référence dans d'autres contextes, par exemple dans le cadre de leur couverture des élections fédérales.

La vision des médias n'est cependant qu'une facette de l'image qu'un pays projette à l'étranger. Il ressort bien de la présente analyse que la perception des médias et celle de l'opinion publique ne sont pas obligatoirement identiques. Les résultats du NBI 2023 montrent que l'image de marque de la Suisse à l'étranger est toujours positive, voire excellente, dans l'ensemble, notamment en comparaison avec d'autres pays, puisque la Suisse est parvenue à défendre sa septième place au classement, qui inclut soixante pays. Dans cinq dimensions de perception sur six, les personnes interrogées ont classé la Suisse dans les dix meilleurs. Du point de vue de la gouvernance, elle sort même première et elle occupe de deuxième rang des pays les plus attractifs et offrant la meilleure qualité de vie.

Dans certains pays comme l'Allemagne, les États-Unis, la France ou la Russie, la note de sympathie a cependant baissé par rapport aux années précédentes. L'hypothèse selon laquelle la position de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine et la couverture médiatique générée par ce sujet ne sont pas étrangères

à cette évolution paraît plausible. Cette explication ne ressort toutefois pas directement du NBI. Il semble en revanche assez évident que la soudaine perte de réputation subie par la Suisse en Arabie saoudite et en Turquie s'explique par une confusion entre la Suède et la Suisse. Ce qui est important dans l'analyse de tels indices, c'est de ne pas s'arrêter au classement général, mais de détailler et de suivre aussi l'évolution de la perception dans les différents pays et dans les différentes dimensions. Cela permet également de déterminer si une couverture de presse critique a des répercussions à long terme sur la perception de la population et, le cas échéant, d'évaluer l'impact de ces retombées.

Dans l'ensemble, les positions politiques que la Suisse a adoptées en Europe et dans le monde en 2023 ont eu, comme les années précédentes, une influence fondamentale sur sa présence dans les médias et sur la manière dont elle a été perçue à l'étranger. Compte tenu des crises et des tensions persistantes qui sont au centre de l'attention internationale, mais aussi des négociations en perspective pour le règlement des relations entre la Suisse et l'UE, il faut s'attendre à ce que la dimension politique reste l'élément fondamental qui déterminera la manière dont notre pays sera perçu à l'étranger en 2024.

Présence Suisse

Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), l'unité Présence Suisse est responsable de la communication internationale. Instrument de défense des intérêts du pays, Présence Suisse analyse systématiquement l'image de la Suisse à l'étranger et met sur pied des mesures de communication adaptées à différents groupes cibles. Les campagnes thématiques, les activités numériques, la participation à des expositions universelles et, par l'intermédiaire des House of Switzerland, à de grandes manifestations internationales, ainsi que les projets de communication, les voyages de délégations et les relations avec les médias, sont quelques-uns des outils de la communication internationale, dont le Conseil fédéral redéfinit régulièrement la stratégie.

Renseignements: DFAE, Présence Suisse, Bundesgasse 32, 3003 Berne, prs@eda.admin.ch